



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 10/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARTIN

ZI Croix de Metz
211 impasse Lafayette
54200 Toul

Références : BV/2024_2309
Code AIOT : 0006204554

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement MARTIN implanté ZI Croix de Metz 533, rue des Etats Unis - BP 20156 54206 Toul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARTIN
- ZI Croix de Metz 533, rue des Etats Unis - BP 20156 54206 Toul
- Code AIOT : 0006204554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Production de charpentes industrielles et traditionnelles, éléments d'ossature bois : traitement du bois - sciage - assemblage.

Thèmes de l'inspection :

AN24 Rétention, PPC suivi des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
5	Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
6	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
7	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
8	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
9	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
10	suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 8.1.1 modifié	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection était consacrée aux moyens mis en œuvre par l'exploitant dans le cadre de l'emploi de matières dangereuses dans son process de fabrication, ainsi qu'au suivi des eaux souterraines de son installation. La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduelles. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats :

<p>Deux zones de l'installation sont concernées par la mise en œuvre de rétention : la halle de traitement et le local maintenance.</p> <p>S'agissant de la halle de traitement du bois, le produit de traitement pur est stocké en réservoir spécifique, qui dispose d'une rétention adaptée. Les bains de traitement, dans lesquels le produit de traitement est dilué, sont équipés de rétentions adaptées.</p> <p>S'agissant du local de maintenance, les mélanges chimiques stockés sont rassemblés par catégorie de produits sur des rétentions mobiles, certains mélanges entreposés de la sorte ne sont pas classés au titre du règlement européen 1272/2008, dit CLP (huiles, Adblue), et ne présentent pas de dangers particuliers.</p> <p>L'inspection a constaté le respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le sol de la halle de traitement ainsi que les dispositifs de rétention implantés dans cette dernière, sont recouverts en surface par une résine époxy. La vidange de ces rétentions est prévue par pompage direct ; elles ne sont pas équipées d'un système d'ouverture/obturation particulier. L'inspection a constaté le bon état des rétentions, ainsi que leur pleine capacité lors de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation n'est pas concernée par la mise en œuvre de produits incompatibles dans ses procédés, ni par le stockage en quantité significative de tels produits (en particulier acides/bases ou produits corrosifs).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté. [...]
Constats : La seule matière dangereuse mise en œuvre dans l'installation au sein de tuyauteries et capacités spécifiques, est le produit de traitement du bois, lequel est classé au titre du règlement européen 1272/2008, dit CLP, pour les dangers suivants (santé et environnement) : <ul style="list-style-type: none">• H317 sensibilisation cutanée catégorie 1, 1A ou 1B,• H318 lésions oculaires graves,• H400 toxicité aiguë pour l'environnement aquatique catégorie 1,• H410 toxicité chronique pour l'environnement aquatique catégorie 1,• H314 corrosion cutanée,• H360D reprotoxicité de catégorie 1, 1A ou 1B. Le produit de traitement n'est pas concerné par un classement au titre des dangers physiques, en particulier la corrosion pour les métaux (H290). Deux circuits sont concernés par la mise en œuvre du produit de traitement : l'unité de trempage manuelle et celle automatisée. L'exploitant a présenté le carnet d'entretien de ces circuits, dont la dernière vérification interne a été effectuée le 09/04/2024 et dont les conclusions n'appelaient pas d'actions de mise en conformité particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur. D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées, etc.). Leur parcours est aussi réduit que possible. E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
Constats : L'inspection a parcouru lors de la visite le cheminement des canalisations de produits de traitement. L'inspection a constaté l'accessibilité et le repérage des canalisations. Les canalisations

cheminent pour l'essentiel de leur parcours dans un caniveau béton revêtu d'époxy, lequel est en surface recouvert d'une grille, en particulier à l'intersection avec les voies de circulations. L'inspection a constaté le respect de cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26

Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les

substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé

Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

[...]

Constats :

L'installation n'est pas concernée par un classement au titre de l'une des rubriques 4XXX (substances spécifiques) de la nomenclature ciblée dans la prescription. Si le produit de traitement appartient à la catégorie des mélanges chimiques biocides qui est visé par le point 10° de l'annexe II, le stock de produits présent au sein de l'installation qui est constitué des bacs de traitement (26 et 13 m³) ainsi que de la citerne de mélange non dilué (6 m³), est inférieur au seuil de 200 t associés à cette prescription.

L'installation n'est pas concernée par la présente prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Bassin de confinement des eaux incendie.

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

<ul style="list-style-type: none"> - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. <p>Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est équipée d'un bassin enterré destiné à confiner les eaux d'extinction incendie, dont la capacité est de 630 m³, à laquelle s'ajoute une capacité de stockage dans les réseaux d'acheminement de 230 m³. L'écoulement vers le bassin de confinement est gravitaire, aucun dispositif de relevage n'équipe le réseau de collecte. L'installation est équipée de 5 vannes de sectionnement de type guillotine.</p> <p>L'exploitant a présenté le carnet d'entretien de ces vannes, dont la dernière vérification interne a été effectuée le 09/09/2024 et dont les conclusions n'appelaient pas d'actions de mise en conformité particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : État des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...]
Constats : L'exploitant a présenté les procédures internes visant les pertes de confinement des équipements de la halle de traitement et celles visant la protection incendies. L'inspection a constaté le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 8.1.1 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les eaux souterraines sont surveillées grâce à 'implantation d'un piézomètre amont et deux piézomètres aval hydraulique par rapport à l'atelier de traitement de bois. Les analyses seront réalisées semestriellement et porteront en particulier les composés suivants : > niveau piézométrique > propiconazole > tebuconazol > cyperméthrine
Constats : L'exploitant procède chaque année à une mesure en basses eaux (octobre) et hautes eaux (avril), sur 3 piézomètres (Pz9, Pz4 et Pz3) des 3 premiers paramètres prescrits et de la perméthrine qui a été intégré au suivi en 2017, lorsque cette substance s'est substituée à la cyperméthrine dans le produit de traitement mis en œuvre au sein de l'installation en 2017. L'exploitant a présenté un bilan du suivi depuis 2008 des eaux souterraines, dont le dernier résultat correspond à la mesure du 08/04/2024. Il ressort de cette analyse que la somme des 3 substances visées par la prescription et de la cyperméthrine, dite CPTPe est, depuis 2020, inférieure à la limite de qualité des eaux brutes prescrite par l'arrêté ministériel du 11/01/2007 relatif aux limites et référence de qualité des eaux brutes [...], qui est fixée à 5 µg/L pour la somme des pesticides, catégorie de substances dont relève celles visées par la prescription objet du point de contrôle, tant en amont (Pz9) qu'en aval de l'installation (Pz3 et Pz4). En particulier, l'analyse du 08/04/2024, présente les résultats suivants :Pz9 (amont) : CPTPe < 0,21 µg/L ; Pz3 (aval proche) : CPTPe = 0,69 µg/L ; Pz4 (aval) : CPTPe = 0,58 µg/L. L'inspection a constaté le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite